



Les avantages économiques d'une vaccination plus rapide

La vaccination étendue de la population devrait permettre un retour à une situation économique normale en Suisse. Avancer d'un jour ce retour à la normale réduirait les pertes économiques directes et indirectes d'environ 50 millions de francs, selon nos estimations. Les investissements dans des mesures susceptibles d'accélérer la campagne de vaccination présentent ainsi un rapport coût-bénéfice très avantageux.

La campagne de vaccination contre le COVID-19 comprend des aspects sanitaires, éthiques et politiques ainsi qu'économiques. Ces derniers posent notamment la question de comparer les coûts directs d'une vaccination plus rapide aux bénéfices économiques attendus.

La pandémie a occasionné des pertes de produit intérieur brut (PIB) estimées à quelque 3 milliards de francs par mois en janvier et février (soit 50 millions par jour), si on compare la situation présente avec un monde imaginaire sans COVID-19. Environ la moitié des pertes sont dues au ralentissement de la conjoncture internationale et donc des exportations helvétiques. L'autre moitié est due à une baisse de la consommation intérieure liées d'une part aux mesures prises par le gouvernement pour endiguer l'épidémie (fermeture de restaurants ou de commerces, etc.) et d'autre part aux changements de comportement spontanés de la population (comme limiter ses déplacements et sorties).

La consommation intérieure devrait revenir à un niveau à peu près normal une fois qu'une partie suffisamment importante de la population a été vaccinée. Notre scénario (certes quelque peu arbitraire au vu des inévitables incertitudes) considère que ce seuil, défini à 75% de la population, sera atteint à fin août 2021. Jusque-là, les pertes économiques intérieures mensuelles de 1,5 milliard s'additionneront à un total d'environ 4,5 milliards. Cette estimation se base sur un modèle qui considère que la campagne de vaccination progresse de manière linéaire et que les mesures pour freiner l'épidémie se relâcheront de manière proportionnelle au nombre de gens vaccinés. Ainsi, les pertes totales du PIB se réduiront (ou augmenteront) de 25 millions de francs pour chaque jour d'avance (ou de retard) nécessaire pour atteindre une vaccination large de la population. Cela représente une économie de 750 millions de francs si la Suisse l'atteint avec un mois d'avance – soit environ 155 francs par personne vaccinée.

Ce calcul ne tient compte que de la réduction des pertes du PIB. Il faut y rajouter l'effet positif sur les finances publiques (moins de chômage partiel, de cas de rigueur, etc.), ainsi que les bénéfices sanitaires évidents (nombre réduit de décès, de cas graves de COVID-19 et de dommages psychiques liés aux mesures d'endiguement de l'épidémie). Selon certaines estimations, la valeur économique de ces effets indirects correspond à peu près à celle de la réduction des pertes du PIB, ce qui doublerait l'effet net d'une accélération de la vaccination.

Les mesures susceptibles d'accélérer la vaccination –augmenter les doses de vaccins disponibles et améliorer la logistique pour une administration plus rapide du vaccin – présentent un rapport coût-bénéfice avantageux. Elles peuvent générer des avantages économiques très importants, même lorsqu'elles paraissent chères au premier abord. Il est également important d'entamer rapidement des réflexions sur l'approvisionnement futur, au cas où de nouvelles doses devaient s'avérer nécessaires pour faire face aux variants du virus.